

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant mise à disposition

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le contrat à durée indéterminée n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu l'accord de l'intéressé[e] ;

Vu la convention de mise à disposition auprès de : [organisme d'accueil],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], agent[e] contractuel[le] de droit public de [...] (catégorie hiérarchique), affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est mis[e] à disposition [compensée, contre remboursement partiel, à titre gratuit], auprès de : [Ministère d'accueil], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Dans cette position, l'intéressé[e] demeure régi[e] par les dispositions particulières qui lui sont applicables dans sa situation d'origine et [il (elle)] continue de percevoir la rémunération afférente à son emploi.
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],
[Prénom + NOM]